



Solidarité avec le peuple grec



Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,40 €

**AMIANTE
INTERVIEW**

PAGE 4

**LA C.R.I.S.E.
A LA CAF**

PAGE 5

**TRANSPORTS
EN REGION**

PAGES 6-7

La Grèce : ici, maintenant !

Montrée du doigt comme mauvaise élève de l'Union européenne puisque peinant à réduire ses déficits comme à faire rentrer ses impôts, la Grèce est présentée comme un pays quasiment déconnecté du nôtre : elle aurait sombré dans une crise gravissime, avec une explosion du chômage et de la pauvreté sans précédent, pendant que nous serions relativement épargnés. Comme si nous n'habitons pas le même monde, comme si la déferlante qui entraîne la Grèce avait la moindre chance de ménager les autres pays européens. Quelle bonne blague !

Si certains Etats comme l'Allemagne paraissent plus solides que d'autres au sein de l'Union, c'est que les premiers ont exporté aux seconds et que ces derniers ont vécu à crédit. Le gonflement de la dette des uns a permis de maintenir les autres par la stimulation artificielle la demande. Quand la dette est en outre contractée auprès de banquiers européens (notamment français : BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole...) on voit comment la boucle se referme : la fin du bluff de l'endettement de la Grèce ferme une partie des débouchés de l'industrie tout en menaçant les banques



créditrices. Quand la Grèce s'effondre, tous les Etats européens sont sur la pente et on ne voit pas quel miracle les arrêterait.

Cela fait trois ans que la population grecque subit des attaques sans précédent, avec des baisses de salaires et de pensions de 50% et plus, des licenciements massifs y compris dans la Fonction publique, des coupes sombres dans les budgets vitaux pour la population (santé et éducation notamment). C'est la « stratégie du choc » au profit du capital financier orchestrée par ce qu'on appelle la troïka (FMI, BCE, Commission européenne) et mise en œuvre par les gouvernants, du Parti socialiste (Pasok) à l'extrême droite (Laos). Il faut y voir une anticipation de quelques mois de ce que préparent les partis de gouvernement ailleurs, notamment en France, du PS à l'extrême droite également, tant les marges du capitalisme se sont rétrécies.

Cela fait aussi trois ans que la population grecque se mobilise pour ouvrir l'horizon. Il y a ces affrontements spectaculaires avec les forces de l'ordre montrés par la télé, mais pas seulement. Outre les multiples journées de grève et les manifestations de masse, la résistance aux nouveaux impôts, le développement des syndicats de base et l'occupation des places par les assemblées populaires à l'été 2011, tout cela a contribué à faire émerger une alternative pratique au capitalisme.

Deux cas sont emblématiques de ce qui se joue en ce moment en

Grèce : l'autogestion de l'hôpital de Kilkis par ses salariés depuis le 6 février, et le lancement d'un nouveau journal *Les Travailleurs d'Eleutherotypia*, depuis le 15 février, là également par les salariés du journal *Eleutherotypia*. Car ce que soulève avec acuité la crise dans laquelle le capitalisme enfonce les peuples, c'est la question du contrôle sur l'économie et la vie sociale. Quand l'impasse est manifeste, comme c'est le cas aujourd'hui,

il n'y a pas d'autre voie pour les peuples que de déposséder les actionnaires et de reprendre le contrôle sur leurs vies. Le slogan du mouvement Occupy Wall Street est plus que jamais d'actualité : **Nous sommes les 99% !**

SOLDES AU CONSEIL GÉNÉRAL : tout doit disparaître !

Depuis plusieurs mois nous vous alertons sur la politique dévastatrice menée par la majorité socialiste et Front de gauche au conseil général et les mouvements qui agitent les personnels à l'interne comme dans les associations. Au printemps c'était les sages-femmes, les puéricultrices et même les médecins de la Protection Maternelle Infantile (PMI) qui manifestaient contre les suppressions de postes. Le mépris qu'elles ont eu à subir de l'assemblée départementale restera longtemps dans les mémoires.

A l'automne c'était les agents de l'entretien des routes qui se mettaient en branle. Leur nombre plus important et des modes d'intervention plus rudes a contraint les élus de la majorité à faire mine d'ouvrir des négociations. Mais derrière une discussion souvent très technique le vice-président René MANGIN est arrivé à ses fins : mettre en jeu la sécurité des agents en abrogeant la règle de deux chauffeurs par camion dans les opérations de déneigement durant la période hivernale, achetant le risque pris par ceux qui partiront seuls contre une malheureuse prime.

Depuis décembre c'est l'association de prévention de Vandoeuvre

Vivre dans la ville (VdV) qui est dans le collimateur. Depuis trente ans cette association, chargée de valeurs respectueuses et soucieuses du devenir des personnes auxquelles elle s'adresse, a développé une pratique sociale singulière. Et sous prétexte d'économies, le conseil général a voulu lui imposer de fusionner avec une autre association, elle-même chargée d'une autre histoire et ayant développé des pratiques totalement différentes. Mais c'était sans compter sur la détermination des salarié(e)s de VdV, uni(e)s dans la défense de leur pratique professionnelle. Mais les élus, tant socialistes que Front de gauche, n'aiment pas que des salariés s'unissent pour leur dire qu'ils ont tort. Et Mathieu KLEIN n'a rien trouvé de mieux que de déconventionner l'association, lui coupant ses ressources, mettant les membres du bureau, bénévoles, soit dans l'obligation de démissionner, soit de licencier les onze salariés, soit d'assumer les dettes en versant des salaires que l'association ne pourra plus payer. S'exprime ici toute la splendeur de la politique du conseil général, son respect de la diversité et de la liberté associative, son respect du salariat, son respect de la démocratie.

Et con, et con, petit... papatron

Le temps ne fait rien à l'affaire, c'est bien connu, mais parfois on est surpris par la précocité... Notre lauréat du mois est nancéen, il a 25 ans. Certes, Clément Grandjean est diplômé de L'ICN, mais... ça n'excuse pas tout.

Il vient de commettre une bande dessinée dans laquelle il nous fait part de son goût d'entreprendre. Ca s'appelle « entrepreneurZ », ça se trouve sur internet et... c'est grave...

L'opuscule permet à notre Bernard Tapie du cours Léopold d'illustrer sa vie qui est basée sur le « benchmarking » comprenez l'évaluation permanente. On y apprend aussi que pour lui l'argent n'est rien, tout juste un moyen de compter les points. Qu'un entrepreneur c'est quelqu'un qui ne veut pas être un mouton...

Exemple : dans une planche, l'auteur se met en scène : il écrit en pleurant une lettre à un ami d'enfance à qui il est arrivé un grand malheur. Cet ami d'enfance, qu'il est en train de perdre, a trahi leurs idéaux de jeunesse : il a trouvé un CDI...

.....

Ha ha ha !!!!!

C'est de l'humour de patron, sans doute...

Ceci dit notre champion peut, quand même, être vraiment drôle : il nous raconte dans *l'Est républicain* et sur son site internet, qu'il a déjà créé deux entreprises et... qu'il a fait deux fois faillite.

Parions qu'avec sa « BD », ça fera bientôt trois.

Essaye encore...

Date limite d'envoi des articles Résister! #10 : 25/03/2012

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 26/03/2012

Date de parution de Résister! #10 : 31/03/2012

=====

Points de dépôts :

*** Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy**

*** Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy**

*** Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson**

*** Vêt Ethic : 33 rue St Michel 54000 Nancy**

Mais si vous croyez que cela va s'arrêter là... Ce printemps ce seront les collègues qui seront en ligne de mire. Vos chers élus vont vous vendre des collègues nouvelle génération. Le discours : les collègues sont vétustes et ne correspondent plus aux besoins actuels alors nous allons en refaire de flambant neufs, modulables et ouverts sur le territoire. Derrière cela se cache une refonte totale de la carte scolaire avec des fermetures d'établissement à la clé et en prime le risque de voir disparaître jusqu'à 75 emplois d'agents techniques, justement celles et ceux qui sont censé entretenir les établissements et faire que l'accueil des élèves se fasse dans les meilleures conditions. Et nous pouvons faire confiance au conseil général pour mener son action en cohérence totale avec les services de l'Education Nationale, permettant ainsi une vraie osmose entre la politique du gouvernement et la sienne.

Et ce ne sont pas les seuls agents des collègues dépendant du conseil général qui pourront changer la donne. Même s'ils se manifestent massivement, il n'y a aucune raison qu'ils soient plus entendu(e)s, et leur dispersion rend plus difficile une mobilisation. Les enjeux sont forts. Le conseil général fait le choix de cette refonte au pire moment du point de vue démographique, le nombre d'élèves étant aujourd'hui au plus bas. Faire disparaître des établissements, des classes et des emplois dans l'éducation aujourd'hui nous prépare au pire pour

demain. Alors nous ne pourrons rien faire sans une mobilisation du plus grand nombre, au travers des syndicats enseignants et des associations de parents d'élèves sans doute, mais aussi par nos interventions individuelles et collectives auprès des élu(e)s et des candidat(e)s. Alors ne laissons pas un(e) seul(e) candidat(e) socialiste et Front de gauche traverser la campagne sans devoir répondre de la politique menée par les élus au conseil général.

JENCRI **R**



Amiante ? Quel amiante ?

Le procès de l'amiante à Turin, avec la condamnation de deux responsables de l'entreprise Eternit, a remis ce scandale sanitaire sous les projecteurs. En France aussi, des dizaines de milliers de personnes ont été victimes de l'amiante. Entretien avec Rodolphe Bauer, militant de l'ADDEVA 54 (Association Départementale Des Victimes de l'Amiante).

RésisteR. *Peux-tu nous raconter ton parcours personnel et professionnel, et les circonstances qui t'ont conduit à être en contact avec l'amiante ?*

Rodolphe Bauer. J'ai commencé à travailler à l'âge de 17 ans comme mécanicien automobile, je travaillais sur des freins en amiante. Ensuite, j'ai travaillé pendant des années comme technicien de maintenance en chauffage où l'utilisation d'amiante était courante et ce jusque dans les années 1990. 1990 c'est l'année où, en France, il a été seulement demandé aux salariés de se protéger, avant que l'utilisation de l'amiante ne soit interdite en 1997.

RésisteR. *Quand as-tu commencé à militer à l'ADDEVA ? Quelles sont les autres personnes impliquées ?*

Rodolphe Bauer. J'ai commencé à militer à l'ADDEVA il y a 3 ans, date à laquelle j'ai appris que j'étais malade de l'amiante. Cette association, implantée à Lunéville et reliée à l'association ANDEVA (Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante) compte 450 adhérents. Elle a été fondée « grâce » à l'entreprise TRAILOR où d'innombrables victimes de l'amiante ont été recensées. Cette usine a, par la suite, été reconnue « site amiante » et « pénalement responsable pour faute inexcusable ». Il existe à ce jour de plus en plus de déclarations de maladie professionnelle. Parmi les autres secteurs professionnels impliqués, on trouve la métallurgie, le bâtiment, les services...

RésisteR. *Quelles sont les actions de l'ADDEVA ?*

Rodolphe Bauer. Elles consistent essentiellement en aide à l'instruction de dossiers du FIVA (Fonds Indemnités des Victimes de l'Amiante), des dossiers d'Appel sur l'indemnité de l'ACCATA (indemnités des retraités amiantes), et des dossiers pour fautes inexcusables. La Cour d'Appel de Nancy est plutôt favorable aux victimes de l'amiante, ce n'est pas toujours le cas dans d'autres régions !

RésisteR. *Le procès d'Eternit en Italie a refait parler de l'amiante.*

En France, l'amiante est jugée responsable de 10 à 20% des cancers du poumon et pourrait être à l'origine de 100.000 décès d'ici à 2025, selon l'Inserm. Alors que la mortalité due à l'amiante est connue depuis les années 1900, l'amiante n'a été interdite qu'en 1997.

Les premières plaintes pénales ont été déposées en 1996. Selon l'Andeva, "l'instruction pénale confiée aux magistrats spécialisés du Pôle de santé publique, s'enlise faute de moyens suffisants". En décembre, la cour d'appel de Paris a annulé six mises en examen concernant Eternit, levant en particulier celle de l'ancien dirigeant, Joseph Cuvelier, pour des motifs de procédure. Comme le dénonce l'Andeva : "Comment admettre que d'un côté des Alpes les empoisonneurs soient condamnés et que de l'autre ils soient blanchis avant même d'avoir été jugés ?"

Quels sont vos objectifs en France, un procès analogue ?

Rodolphe Bauer. L'association ANDEVA était présente au procès à Turin, la condamnation des dirigeants de l'entreprise Eternit est exemplaire. Ces dirigeants reconnus coupables, ont été condamnés à 16 ans de prison ferme. En France, notre association demande depuis des années que les dirigeants d'entreprises ou les fabricants d'amiante soient reconnus pénalement responsables d'avoir empoisonné leur salariés tout en ayant eu une parfaite connaissance des risques! Mais ce procès n'a même pas commencé.

R

ÔDE

À

BESSON

Besson dans le cœur des hommes

Sous sa forme mortelle se faisant cheveux gris

Brûlant d'un feu sanguin dans la vigne des hommes

Besson récompense la vertu

Élevant la vérité montrant la dignité aux cœurs ouverts des hommes

Et Besson pour nous dissipe l'ambiguïté

Montrant des socialistes l'immigration choisie cas par cas l'étranger régularisant ou non

Et Besson pour nous proclame la vérité

A droite ne pouvant qu'être le libéralisé à droite ne pouvant qu'être le sécuritaser

La confiance et le fruit de son cerveau d'amour

La grappe raisonnable tant elle est parfaite

Un certain Paulo E et jencri

R

CAFards en C.R.I.S.E. !

Deux jours après l'occupation de la Maison de l'Emploi du Grand Nancy, c'est à travers les locaux de la CAF de Meurthe-et-Moselle à Nancy que, ce jeudi 16 février, les CAFards de la CRISE se sont répandus. Chômeurs, précaires, survivants aux minima sociaux, RSA-stes, jeunes sans revenus ont investi les lieux pour se réapproprier l'espace public.

La CAF est devenue une entreprise, soumise au régime capitaliste « amaigrissant » ultra libéral de la rentabilité et de la réduction des coûts par tous les moyens. A la CAF, le site de la Meurthe-et-Moselle à Nancy en est une vivante démonstration, les salarié-e-s connaissent les compressions de personnel, les licenciements, les horaires impossibles et la hiérarchisation outrancière selon la règle bien connue : « Diviser pour mieux régner ».

De l'autre côté du guichet, nous (vous) les usagers transformés en « clients », fraudeurs et/ou profiteurs potentiels, sommes traités en numéros de matricule, victimes comme l'employé de la CAF de la même politique de réduction des coûts et de compression de personnel, dont les conséquences sont des retards accumulés dans le traitement des dossiers, ce qui implique des retard dans le versement des allocations pourtant vitales pour un grand nombre : RSA, APL, minima sociaux...

Stigmatisation, culpabilisation, contrôles des allocataires abusifs (jusqu'au domicile et à l'enquête de voisinage) sont à la CAF comme à Pôle Emploi, les éléments centraux des politiques de la violence sociale imposée par le système. Certains agents collaborent à cette politique, en remplissant la dégradante fonction de « flic social », acceptant d'aller jusqu'à violer la vie privée des usagers pour détecter une éventuelle fraude. Ces agents, ne seraient-ils pas plus utiles au traitement des dossiers en retard, à informer les usagers et à les accueillir dignement ? Bref, à remplir une mission de vrai service public ?

Ainsi, pour optimiser ce contrôle, la CAF a mis en place un fichier croisé dans le cadre de la « maîtrise

des risques pour lutter contre la fraude » lui permettant une transmission des ressources déclarées. L'on s'adresse alors à toutes les administrations : impôts, Sécu, mais aussi les banques pour connaître les revenus des intéressés.

Agir plutôt que subir ! Nous avons fait le choix !

C'est par l'action directe que nous décidons de nous rendre visible au regard de la Direction, des salarié-e-s et des usagers de la CAF ! Par l'action, nous disons refuser la résignation, en imposant un rapport de force qui nous permet d'être entendus.

Par l'action, nous dénonçons haut et fort, la mutation du service public en une entreprise privée, qui transforme l'utilisateur en client, qui doit donc être rentable ou jetable !

Nous dénonçons la gestion à la fois hyper-hiérarchisée et managériale de cette entreprise, ex-service public, ayant pour seul principe la logique

libérale au détriment des droits les plus fondamentaux des usagers.

Par l'action nous exigeons l'application inconditionnelle de nos droits avant celle des devoirs.

Par l'action nous exigeons le respect des usagers allocataires, qu'on en finisse avec la suspicion, les menaces, et que cesse le flicage à travers les contrôles imposés aux usagers !

Par l'action nous prétendons reprendre en main tout ce qui concerne nos vies !

Nous en avons assez que l'on décide à notre place.

C'est ainsi qu'à l'issue de cette occupation, nous avons obtenu à notre demande de la Directrice, Madame Viviane Chevalier, la mise en place sur la CAF de la Meurthe-et-Moselle et dès ce mois de Mars 2012, d'un comité de liaison entre la CAF, le personnel et les usagers via la CRISE dans un premier temps. Ce qui est confirmé par la déclaration faite par Madame Chevalier au micro de France Bleu Sud Lorraine.

.../...



Si cet engagement n'était pas tenu, nous saurions revenir à la CAF pour exiger son application.

Dans cette perspective une information à l'attention des usagers de la CAF sera distribuée sous forme de tracts, afin qu'avec nous ils viennent reprendre en main ce qui les concerne. Un communiqué de presse sera envoyé aux médias. Enfin une lettre ouverte sera adressée à l'ensemble des salarié-e-s de la CAF.

Seule une mobilisation globale, qui rassemble chômeurs, précaires, employés de la CAF, de Pôle Emploi, de la CPAM peut enrayer la machine à précariser et faire en sorte que la pauvreté deviennent vite ingérable pour le système capitaliste, les gouvernants (actuels comme ceux à venir), le patronat comme pour les requins de la finance.

C'est pourquoi nous appelons les syndicats actifs, non réformistes, non collaborateurs du système, de la Meurthe-et-Moselle à informer les salarié-e-s, à commencer par celles et ceux de Pôle emploi, de la CAF, de la CPAM du bien-fondé de nos mobilisations, à les soutenir, à nous rejoindre puis à se mobiliser.

Nous décidons d'engager une résistance face à la déshumanisation et à la dégradation de l'ensemble des ex services publics notamment Police Emploi, la CAF et la CPAM, devenus des outils de contrôle social, au service de l'Etat, du patronat, du capitalisme, et de la finance nuisibles aux salarié-e-s, aux précaires, aux chômeurs, aux travailleurs pauvres ...

Bouge-toi le cul, rejoins-nous !

"La CRISE." 76 rue de la Hache, 54000 Nancy (près du Marché central)

Tel mobile : 06 59 82 73 67

Page facebook : « la CRISE. c'est à Nancy »

Permanences : tous les jeudis après-midi de 15h à 19h (à faire connaître).

A.G./réunions/auto formations : le mardi à 20h (et + selon actualité)

Automatic et fatalitaire

Faut-il remplacer les guichetiers de la Connex par des machines ? Pour faire face aux flux des voyageurs, simplifier la vie de ceux-ci, leur permettre d'être autonomes, en phase avec leur époque, dans le coup, aventuriers modernes, baroudeurs des transports publics ? Faudra-t-il que cette mode ait cours jusqu'au moment où le dernier vendeur aura baissé rideau ? Il paraît que ça permet de faire des économies et que, finalement, le « client » est satisfait. Hum, hum.

Par facilité, l'autre jour, en attendant le bus de ville qui devait m'emporter vers une destination de rêve, je me suis dit que j'allais acheter quelques « pass » d'avance. Je m'approchai d'un « automate de vente », nullement intimidé, et je passai commande grâce à quelques pressions tactiles et néanmoins subtiles. Avais-je le sang trop chaud ou les empreintes un peu usées par le clavier et par la pioche, l'écran réagissait mal. Il fallut que j'insiste lourdement, par des caresses appuyées, pour qu'enfin la machine succombât. Quand il s'est agi de payer, elle voulut bien du cash mais dédaigna ma carte bancaire.

Pas vexé pour un sou, j'annulai ma commande et cherchai un autre distributeur de tickets, à deux rues de là. Manque de chance : il était en panne et me conseilla de revenir plus tard, sans autre précision. En tant que militant de la gratuité de l'accès aux transports en commun, je me dis que... Mais non... Ce n'était pas possible... Rossinot n'avait pas pu virer sa cuti.

Obstiné, je décidai alors de revenir à la méthode classique et me dirigeai vers « l'agence Stan », rue du Docteur-Schmitt. L'endroit était ravissant, lumineux, pour ne pas dire clinquant. J'y fus accueilli par une guichetière, un peu perdue dans cet espace trop vaste pour elle seule. Mais où donc étaient passé-e-s les autres, m'inquiétai-je ? En pause ? En congés ? Disparu-e-s dans les oubliettes de Pôle emploi ? Quoi qu'il en fût, à côté de la guichetière, de l'autre côté du comptoir, trônait un splendide automate jaune canari et gris, identique à ceux rencontrés précédemment, et qui me faisait de l'œil. En vain. J'achetai mes cartes de bus.

J'avais observé, lors de mes pérégrinations noctambules que « l'agence Stan » restait allumée toute la nuit. Je profitai de ma présence en ces lieux pour prévenir la guichetière. C'était du gaspillage, non ? Ça ne devait pas être tout à fait en accord avec la très brillante politique écologique de la communauté urbaine du Grand Nancy ? La guichetière sembla étonnée par ma remarque. On n'avait pas dû la lui faire souvent. Je précisai alors à l'étonnée que pas moins de douze néons gratifiaient sa boutique d'un air de Broadway. La brave dame me répondit qu'il fallait en effet que l'endroit fût éclairé la nuit, pour permettre au système de sécurité de fonctionner. Eurêka ! Laisser la lumière pour faire croire qu'il y a quelqu'un et, ainsi, repousser les impudents qui en voudraient à la tirelire... Quelle redoutable idée !

Devant mon incrédulité, elle finit par me lancer un « c'est comme ça... » qui me plongea dans un abîme de perplexité. Cette invitation de la guichetière à ne surtout rien changer me fit penser que parce que « c'est comme ça », un jour, son voisin l'automate briguerait sa place.

LOST in TRANSLATION

Récit d'un voyageur du service dit public en Lorraine

Mercredi 22 février, j'ai rendez vous à Metz de 11h à 12h. Habitant sur une ligne de voie ferrée (non des moindres puisqu'il s'agit de Nancy-Metz) et écologiste convaincu, je me dis naïvement que la solution devrait être le train. Oui mais voilà, j'habite Marbache, petit village de 2000 habitants entre Pompey et Dieulouard. Je regarde les horaires : pas de train sauf à partir à 7h40 soit 3h20 avant mon entretien, je n'ai pas de train pour la fin de matinée. À cette allure autant y aller en vélo... Qu'à cela ne tienne. Je décide d'y aller quand même en train et me fait emmener à la gare de Pont-à-Mousson pour prendre un train qui partira à une heure décente.

Arrivé 5 minutes avant le départ du train, armé d'une carte bancaire je vais prendre gaillardement mon ticket. Guichet fermé. Il y a une borne jaune, borne tactile sur laquelle il faut que je frappe carrément pour que l'écran réagisse. Après plusieurs essais, j'arrive enfin à l'obtention du ticket à 6 € et... refus de ma carte bancaire ! Ce refus me sera profitable comme nous le verrons plus tard.

Je me dirige donc vers le contrôleur, lui explique que je n'ai pas de ticket et que je veux lui en acheter un. Il me rétorque que cela me coûtera 4 euros supplémentaires ! Après explication, il convient que je n'y suis pour rien et me fait un ticket à 3,60 € !

Oui, soit pratiquement moitié prix : pourquoi ? Tout simplement parce que la borne jaune sur laquelle j'étais était une borne SNCF et qu'il aurait fallu que je prenne un ticket sur une borne TER que je n'ai pas vue (les malins!). Je me pose ensuite la question de la personne qui n'a pas de carte bleue et qui doit prendre le train : on lui fait payer un supplément au prétexte qu'elle n'a pas utilisé les moyens de désociabilisation classiques de la société ? Salauds de pauvres !

Retour par le tortillard, avec un billet acheté sur une borne BLEUE, moins cher : une heure de route... et arrivée à 16h20 chez moi. Dans le train, une jeune fille face à moi téléphone à son ami : « Putain, je suis trop

vénère ! Ils ont changé tous les horaires depuis le 11 décembre (elle connaît par cœur le jour du grand changement !). Depuis c'est la galère, j'te jure ! (eh oui, pour certains la galère c'est aussi quand les trains roulent!) J'ai une heure de plus le matin, et une de plus le soir ! »

Oui, putain de train pour ceux qui sont obligés de le prendre régulièrement ! Je me sens moins seul.

Questions bêtes :

Les transports gratuits, rapides, pratiques, c'est pour quand ?

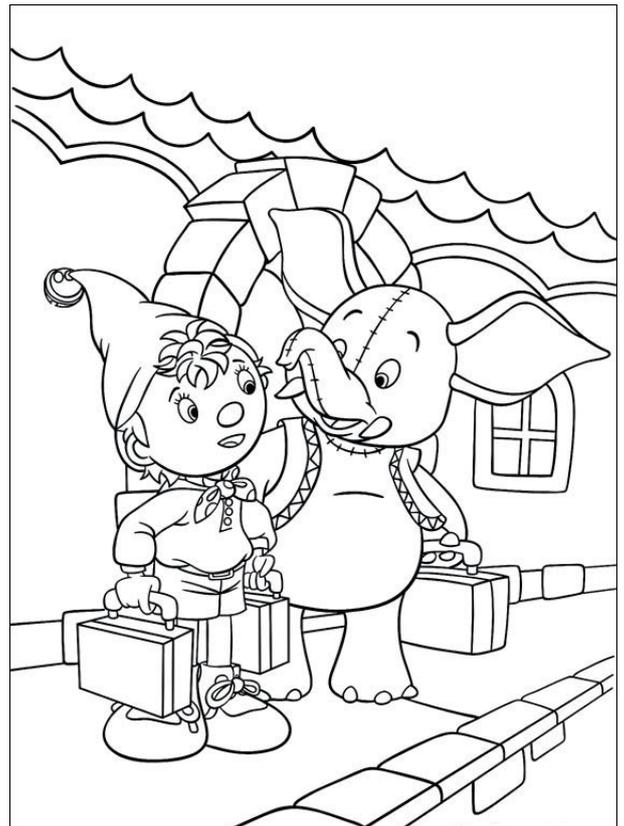
Les responsables politiques qui décident des transports en région, ils sont quoi ? Libéraux ? UMP ? Je vous laisse chercher...

Ces mêmes responsables, ils prennent le train ? Tous les jours ?

La politique des transports pour tous, c'est juste pour faire beau dans un programme ?

On lui fait payer un supplément au prétexte qu'elle n'a pas utilisé les moyens de désociabilisation classiques de la société ? Salauds de pauvres !

R Serge



INDISCRET...

François Hollande prétend qu'il n'y a plus de communistes en France...

Mais si, François, il y en a encore au moins un au Conseil régional de Lorraine !

Patrick Hatzig est même vice-président chargé des transports, ce qui lui a permis de supprimer le mois dernier le service public des navettes pour la gare Lorraine TGV.

C'est sûrement son côté antinucléaire : il croyait que le bus était électrique...

CONTRE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Depuis 2 ans, à Nancy, les forces de l'ordre répriment de plus en plus l'engagement politique et s'apparentent à une police politique revêtant également un caractère personnel et arbitraire.
Pour dénoncer, condamner et combattre les violences policières : MANIFESTATION LE SAMEDI 03 MARS 15H, PLACE STANISLAS

La Commune n'est pas morte : 18 mars 1871 - 18 mars 2012.

La chorale des Sans Nom invite tous les prolétaires énervés, en colère à remettre ça et donnera un concert pour marquer l'événement.
Concert 18 mars 2012 à 12h. Place de la Commune (ex. place Thiers) Nancy.

Collectif Nancéien de Solidarité avec les Peuples en lutte pour la Démocratie, la Liberté et la Justice Sociale

Unis par le sentiment que rien de ce qui profite à l'Humain ne doit être sacrifié. Autour de Syriens lorrains, un groupe de volontaires s'est constitué pour coordonner une mobilisation locale en faveur du peuple syrien qui souffre. Nous vous invitons à nous rejoindre pour constituer un tissu local rendant notre mouvement plus efficace.
Réunion le jeudi 1er mars 2012 à 20h à la MJC Lillebonne au 14, rue du Cheval Blanc, Nancy

Mobilisation continue des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville (voir Résister #8)

L'association Vivre dans la Ville sans convention depuis le 1er janvier 2012 sur décision unilatérale du CG54. Démission du bureau de l'association. Pas de réaction côté conseil général.
Pique-nique secteur social lundi 5 mars (et ceux à suivre) de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général. Venez nombreux(ses)!
 Nous prévoyons d'organiser, avec la population vandopérienne et les organisations syndicales, **le 20 mars, de 17h à 21h, le printemps des Védévés.** Il s'agira d'une manifestation festive, expressive et pleine de surprises.

Journée Mondiale de l'Eau

Action contre la Faim crée un événement de sensibilisation dans une trentaine de villes membres de son réseau de délégations, pour rappeler qu'aujourd'hui encore plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable. Cette année, cette opération de sensibilisation de tous, aussi bien des élus, de la presse que du grand public, s'appuie sur la mise en scène d'un « bar à eau » pour témoigner de la qualité médiocre de l'eau consommée par plus d'un milliard de personnes dans le monde et des risques liés à l'accès à l'eau.
 Soyez le héros d'un jour face au milliard de héros quotidien : Osez ! Venez boire un verre!

Journée Mondiale de l'Eau : le samedi 17 mars 2012 (Place Maginot à Nancy de 10h à 12h)

Cercle du silence à Pont à Mousson samedi 10 mars 10H30 place Duroc.

à Nancy samedi 31 mars 15H00 place Stanislas.

La C.R.I.S.E c'est à Nancy :

« **La Coordination Révoltée des Invisibles Solidaires Enragé-e-s** »
vendredi 16 mars 2012 à partir de 18h. Apéro festif de soutien à "La C.R.I.S.E"
 En principe (attente de confirmation) c'est à la **M.J.C des 3 Maisons à Nancy**

Triste anniversaire de Fukushima

- * Les Amis de la Terre 54 organisent **samedi 3 mars une manifestation à partir de 10h00 place ronde à Toul.**
- * Rassemblement international pour la sortie du nucléaire, **samedi 10 mars 2012, 15 h, colonne de Merten, rue Serpenoise à Metz.** Village militant : de 17 h à 22 h, place des Charrons.
- * **Manifestation, chaîne humaine, musique, actions, dimanche 11 mars 2012, à partir de 13 h, à Schengen, en face du centre européen, rue Robert-Goebbels.**

MOTS CROISES par Victor K.

Horizontalement

- 1 Usurpe un nom jadis honorable.
- 2 Siège de la minuk.
- 3 A subi des pertes sur le pourtour. Avec Sarkozy ça va faire encore plus cher. Bas de gamme.
- 4 Petite parcelle toute retournée. Le suisse est en général fiscal.
- 5 La bac en est une cause notable.
- 6 Haut de gamme. Sida sur les bords.
- 7 La nouvelle squatte parfois quand elle a le blues.
- 8 Dit nein à Vienne. Nia à Vienne.
- 9 Prénom de mafieux. Mâles fixations.
- 10 Étrier. C'est par là que le dos ressemble à la lune.

Verticalement

- I Voilà un Grec après lequel tous les banquiers du monde auraient toujours pu courir...
- II Dieu polynésien. Rondes.
- III Ils sont plein de toiles. A moitié hallal.
- IV Ville. Subconscient en action mais sans obligation.
- V Lie après avoir fait fondre.
- VI Déchiffre des lettres. Mortelles.
- VII Les temps qui courent le sont, ceux à venir aussi.
- VIII Habillé par Hugo Boss. Autant que de chèvres à l'asnl. Blase Nippon.
- IX Exprimâtes.
- X Hollande promet un (petit) peu sur le sujet... il ne tiendra rien. Si Sarkozy avait tenu sa promesse d'y accrocher Villepin ça nous en aurait boucher un coin!

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

1	B	A	N	Q	U	E	R	O	U	T	E
2	E	A	U	R	I	E	Z	E	X		
3	R	O	S	A	N	A	P	A	C		
4	E	C	E	R	V	E	L	E	E		
5	Z	I	T	O	A	R	T	S			
6	I	P	E	L	A	T	D	U	E		
7	N	U	I	R	A	S	T	A	R		
8	A	N	C	O	N	E	I	N	C	A	
9	T	A	N	T	I	N	E	T	Z		
10	V	E	R	S	E	P	R	E	V	U	
11	O	L	D	S	A	S	S	E	R		

Solutions #8